



Valeurs mobilières Banque Laurentienne

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec

Plus tôt cette semaine, le ministère des Finances du Québec a publié le premier rapport préélectoral sur l'état des finances publiques. Il s'agit essentiellement d'une mise à jour budgétaire et des dernières informations mises à la disposition des détenteurs d'obligations avant les élections du 1^{er} octobre.

Le rapport fait état d'une nette amélioration du solde budgétaire de la province. Grâce en majeure partie au raffermissement du PIB nominal en 2017 qui a stimulé les recettes fiscales, le solde budgétaire des cinq prochains exercices s'est amélioré de 950 M\$ par année par rapport aux prévisions du budget de mars 2018. Par exemple, le surplus budgétaire pour l'exercice 2017-18 est maintenant estimé à 4,6 G\$ (1,1 % du PIB nominal) avant les versements de 2,3 G\$ au Fonds des générations (voir le graphique). Une telle somme est importante si l'on tient compte du fait que les dépenses de programmes ont grimpé de 5,9 % l'année dernière. Conformément à la loi, le reste du surplus de 2,3 G\$ sera affecté à la réserve de stabilisation. La réserve de stabilisation a ainsi atteint un impressionnant 6,9 G\$ à la fin de l'exercice 2017-18 (voir le graphique).

Puisque les élections auront lieu dans six semaines, il est difficile d'évaluer comment sera utilisée cette somme additionnelle de 950 M\$ par année au fil du temps. Les orientations électorales des partis politiques donnent à penser que cet argent pourrait être affecté à aux dépenses de programmes et aux investissements publics en capital, plutôt qu'à des baisses d'impôt et à la réduction supplémentaire de la dette. Pour l'instant, l'embellissement annuel de 950 M\$ du solde budgétaire réduit la nécessité de recourir à la réserve de stabilisation pour les exercices 2018-19, 2019-20 et 2020-21. On se souviendra que l'utilisation de cette réserve de stabilisation était nécessaire dans le budget de mars 2018 pour équilibrer le budget et effectuer les versements souhaités au Fonds des générations à long terme (voir les graphiques).

La réserve de stabilisation servirait de protection suffisante pour préserver l'équilibre budgétaire et permettre le retrait de 2 G\$ par année du Fonds des générations visant à rembourser les obligations arrivant à échéance sur les marchés financiers si l'ALENA est résilié (dans le rapport préélectoral, on estime que la fin de l'ALENA aurait pour effet de réduire la croissance du PIB du Québec de 0,5 pp et de réduire du même coup les revenus autonomes d'environ 350 M\$ par année). Toutefois, la réserve de stabilisation et la provision annuelle pour éventualités de 100 M\$ ne seraient pas suffisantes pour préserver l'équilibre budgétaire en cas de ralentissement économique important (dans le rapport préélectoral, on estime qu'une récession type coûterait 8,5 G\$ au gouvernement en revenus autonomes).





Valeurs mobilières Banque Laurentienne

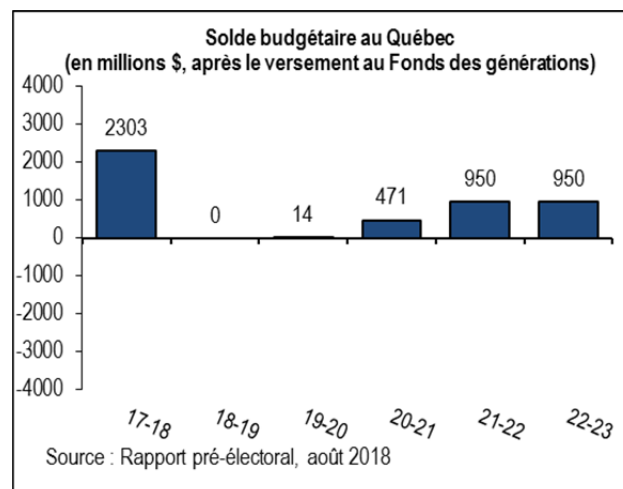
RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

Enfin, la vérificatrice générale du Québec a examiné le rapport préélectoral et a conclu que le cadre financier et les prévisions économiques de la province sont « plausibles ». Par conséquent, le risque de trouver un trou budgétaire imprévu après les élections (causé par exemple par des dépassements de coûts ou une dette sous-estimée) est très faible.

En résumé : Le rapport préélectoral révèle une amélioration de la situation budgétaire du Québec. Cela devrait aider le gouvernement à atteindre son objectif de réduction de la dette : on prévoit désormais une réduction du ratio dette brute/PIB à 42,4 % d'ici l'exercice 2022-23 (voir le graphique). Cette stratégie est particulièrement favorable à un moment où les taux d'intérêt augmentent.

Sébastien Lavoie | Économiste en chef

514-350-2931 | lavoies@vmbi.ca





Valeurs mobilières Banque Laurentienne

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

